

Un emploi, un logement, un savoir

Chers amis, chers camarades,

Merci d'être rassemblés pour ce banquet de l'amitié.

L'esprit d'équipe au service d'une ligne politique claire, voilà ce qui nous a permis au fil du temps de remporter ici de beaux succès. Ces victoires n'auraient pas été possibles sans le dévouement de ceux qui sont à la fois le corps et l'âme du PS, les militantes et les militants que je salue fraternellement.

Je salue aussi avec plaisir les formations politiques amies, les responsables des syndicats, des mouvements et des associations qui sont présents. Je les salue non seulement parce qu'ils sont nos hôtes, mais parce que, dans la diversité de leurs sensibilités et la convergence de leurs orientations, ils expriment la nécessité du rassemblement à gauche.



Chers amis,

Esprit d'équipe et rassemblement à gauche : au cours des derniers mois, j'ai été heurté comme beaucoup par les mots blessants lancés entre camarades, mais aussi par les attaques injustes contre d'autres formations avec lesquelles nous travaillons. Si on pense vraiment que ses propres alliés sont des passéistes, des populistes, voire des racistes, si on croit que tel mouvement altermondialiste est un adversaire, alors avec qui bâtira-t-on le rassemblement ? Ces comportements peuvent inquiéter s'ils indiquent un flottement stratégique, ils inquièteraient encore davantage s'ils annonçaient un changement d'alliances. C'est pourquoi je veux ici rappeler le théorème gagnant, aussi simple que souvent oublié : le changement politique en France est indispensable ; il implique le rassemblement à gauche ; celui-ci ne peut se réaliser qu'avec des mouvements et sur des options politiques de gauche. Notre ami Pierre Bérégovoy disait souvent : il faut faire des additions, pas des soustractions. Souvenons-nous de cette parole car elle est sage.



Sur les 100 jours que s'est accordés M. De Villepin pour rétablir la confiance, il lui en reste ce soir 67. L'échec est au bout du chemin. Contre la politique de ce gouvernement, le Parti Socialiste a déposé une motion de censure. Chômage massif, pouvoir d'achat rogné, déséquilibre entre salaires et profits, jeunes et femmes seules interdits d'espérance, entreprises sans perspectives, logements de plus en plus chers ou introuvables, déficits colossaux, précarité générale décrétée par ordonnances, surdité des gouvernants, crise de régime : contre tout cela nous devons mener une opposition frontale, au Parlement, sur le terrain et tous les jours. Car notre nation va mal, Jacques Chirac fait perdre du temps à notre pays, coupé plus que jamais en deux France.

La tâche d'un chef d'Etat est d'anticiper les défis d'avenir. Notre population vieillit, il aurait fallu consolider les retraites dans un esprit de justice : pour l'essentiel cela n'a pas été accompli, il faudra donc reprendre le problème en 2007. De graves menaces pèsent sur notre protection sociale ; cela non plus n'a pas été réglé, il faudra là encore reprendre le dossier en 2007. Les inégalités éducatives, culturelles et d'accès aux soins sont criantes et croissantes : il faudra faire de l'égalité républicaine en 2007 le cœur de notre projet. L'éducation, la recherche scientifique, le développement durable, l'innovation sont les clés de l'avenir ; là aussi, J. Chirac et ses ministres auront été, comme on dit ici, « grand diseux mais petit faiseur ». La France est en panne. La France est en crise. Mais la France est aussi en attente. En attente d'un nouveau souffle. En attente d'un nouveau projet. La France doit retrouver l'espoir.



Rejet, projet : tout tournera autour de cet attelage.

La gauche peut gagner par rejet, elle ne peut pas réussir sans projet. C'est à la préparation de celui-ci que nous devons donc tous travailler, et c'est à cette tâche que, sereinement, refusant les polémiques, je me consacrerai. En tirant les leçons du passé et de la crise de la social-démocratie, car si nous avons été sévèrement battus en 2002, ce ne fut pas un accident : nous portons une part collective de responsabilité. Il nous faut être lucides et à l'écoute si nous ne voulons pas décevoir.

Pour définir ce projet on cherche souvent au loin ce qui s'impose tout près. Le Front Populaire, c'était « le pain, la paix, la liberté ». 1981, ce fut avec François Mitterrand « changer la vie ». Que veulent nos concitoyens pour eux et pour leur famille ? Ils veulent un emploi et un revenu décent, ils veulent un logement correct, ils veulent que leurs enfants et leurs petits-enfants reçoivent une formation qui leur permette de vivre et de préparer l'avenir. Si nous voulons répondre aux attentes et convaincre, l'essentiel de notre projet pourrait donc tenir en quelques termes : « un emploi, un logement, un savoir ».



Je reviendrai en d'autres occasions longuement sur les thèmes fondamentaux du logement et du savoir. De la santé aussi. J'aborderai ici, d'abord, la question de l'emploi et du pouvoir d'achat. Avec quelques idées simples.

- Sans progression du pouvoir d'achat, pas de consommation soutenue, ni de croissance vive, ni donc de fortes créations d'emploi. Dans le secteur public comme dans le privé, des rattrapages salariaux devront intervenir, puis des revalorisations régulières, cependant que des mesures devront être prévues pour cesser le scandale des indemnités démesurées attribuées à quelques uns sans rapport avec la contribution qu'ils apportent à l'entreprise. Une hausse rapide des bas salaires est indispensable. La première demande de nos concitoyens est une demande de pouvoir d'achat : en 2007, nous devons rapidement y répondre.

- Nous devons engager une nouvelle politique économique, très volontaire, inscrivant au plan européen le refus du tout-libéralisme, face aux Etats-Unis, à la Chine ou à

l'Inde. Nous devons agir pour un gouvernement économique de la zone euro, pour une Banque Centrale Européenne travaillant enfin au service de la croissance et de l'emploi, pour un vrai tarif extérieur commun, pour une stratégie industrielle offensive. A une autre époque, nous avons pu chercher à réduire l'impôt sans porter atteinte aux services publics ; la situation en 2007 sera différente, les finances publiques seront malheureusement exsangues et les services publics devront être remis en état. Notre fiscalité devra être revue dans le sens de l'efficacité économique et surtout de la justice sociale ; les allègements fiscaux massifs ne seront clairement pas d'actualité. Il faudra en particulier plafonner la possibilité de se soustraire à l'impôt sur le revenu. Mais c'est toute la conception de l'Etat qui sera en débat. Notre politique d'emploi exigera un Etat stratège, qui n'hésite pas à s'impliquer pour épauler des projets, lutter contre les délocalisations, stimuler les PME et l'artisanat, encourager la recherche, la création, l'innovation, engager des programmes de redéveloppement industriel et d'aménagement du territoire. A la différence de la droite, nous défendrons un Etat actif, fort, efficace et réellement porteur de sécurités. Nous veillerons à rétablir l'autorité de l'Etat, car c'est celle de l'intérêt général.

- Nous devons envisager des méthodes et des outils nouveaux. Au début de la législature, il sera utile de réunir une Conférence Nationale Salariale et Sociale comprenant Etat, Syndicats, patronat. Elle pourrait se réunir ensuite chaque année et faire le point sur le suivi des engagements de la nouvelle majorité, dans la concertation et devant les Français.

- Pour mener le dialogue social indispensable, la France a besoin de syndicats forts et responsables. Il faudra fonder la représentativité sur le vote des salariés. La pratique des accords majoritaires devra être encouragée pour développer une vraie culture de la responsabilité. Les petites entreprises ne devront pas être tenues à l'écart.

- L'alternance de 2007 devra se traduire notamment par une avancée sociale considérable, la création d'une sécurité sociale professionnelle. Au moment où celle-ci a été fondée en 1945, le chômage n'existait pas ; il constitue aujourd'hui le risque principal face à la précarité généralisée et aux conséquences de la mondialisation libérale ! En liaison avec les partenaires sociaux, il faudra donc prévoir des transitions protectrices pour chaque salarié entre les périodes de formation, d'emploi et de chômage. Ceci appellera une refonte du service public de l'emploi et du droit des restructurations afin d'accorder à chacun un droit à la reconversion et au reclassement. Les financements aux entreprises devront comporter des contreparties en termes d'emplois, encourager l'emploi durable et non la précarité.



Chers amis,

La démocratie sociale n'est pas séparable de la démocratie en général. La droite a conduit notre pays à une véritable crise de régime, il faudra l'affronter et la surmonter.

- Nos compatriotes veulent davantage de participation démocratique. Pour les collectivités locales, cela impliquera de nouveaux modes de participation des citoyens, une clarification des compétences et une meilleure péréquation financière ainsi que la défense vigoureuse des services publics. Au plan national, des signes forts de

changement devront être envoyés. Le cumul des fonctions par les parlementaires appartient à un temps largement dépassé, il devra faire place à un vrai statut de l'élu dont nous avons souvent parlé sans vraiment le mettre en oeuvre. Lors des élections locales, le droit de vote devrait être accordé - enfin ! - aux étrangers établis durablement sur notre sol. Dans l'équilibre des droits et des devoirs qui définit la citoyenneté, la participation obligatoire au vote devrait être introduite ainsi que la comptabilisation des votes blancs. Novation importante, la composition du gouvernement devra strictement respecter la parité hommes-femmes. Aux postes de responsabilité, le renouvellement des générations et la diversité de notre pays devront être beaucoup mieux pris en compte.

- Les Français veulent davantage d'équilibre entre les pouvoirs. Le Président de la République devra cesser d'être une sorte de monarque pour devenir un arbitre. L'Assemblée Nationale et le Premier Ministre verront leur rôle constitutionnel accru. Les nominations aux plus hautes fonctions publiques feront l'objet d'une approbation préalable devant le Parlement. Une dose de proportionnelle devra être instaurée pour les élections législatives et cantonales. Dans un souci d'équilibre, il serait légitime que la présidence de la Commission des finances de l'Assemblée nationale soit confiée à l'opposition.

- Nous devons aussi répondre à la demande de transparence. Tout justiciable devra pouvoir saisir le Conseil Constitutionnel. Le Président de la République et le Ministre de la Justice ne pourront plus siéger au Conseil supérieur de la magistrature, dont les avis s'imposeront à l'exécutif concernant les nominations de l'ensemble des magistrats. Cette fois-ci, la responsabilité pénale du chef de l'Etat sera réformée.

Les citoyens, malheureusement, doutent souvent de leurs élus. Les élus, eux, croient de moins en moins à l'Etat. Et l'Etat ne croit plus en lui-même. C'est tout cela qu'il faut changer. Si tels sont, comme je le souhaite, les choix collectifs que nous retenons, cette refondation d'ensemble permettra d'installer une République nouvelle, stable mais plus démocratique, plus à l'écoute des citoyens. Ces changements devront être soumis à un référendum institutionnel organisé dès le premier semestre de la nouvelle législature.



Ce projet que j'appellerai « un emploi, un logement, un savoir » ne prend son sens que dans le cadre de la réaffirmation de nos valeurs. Justice, égalité, service public, liberté. Chacune est fondamentale. Je veux insister ce soir sur la laïcité.

Car en cette année du centenaire du Parti Socialiste et de la grande loi de 1905, la laïcité reste une valeur essentielle de la gauche et de la République. Elle n'est pas toujours soutenue avec assez d'énergie par certains de nos responsables et elle est carrément contredite par certaines attitudes du gouvernement.

Quand je lis par exemple récemment dans un journal du soir que l'actuel Ministre de l'Intérieur déclare : « lorsqu'il y a un prêtre ou un pasteur dans un village ou un quartier pour s'occuper des jeunes, il y a moins de laisser aller et moins de délinquance » ; lorsque le même ministre ajoute qu'il veut « faire évoluer la pensée politique » sur la laïcité et les cultes, concluant à propos de la distinction entre sphère publique et sphère

privée, « qu'il n'y a pas deux vies. Le domaine de la vie privée n'a pas de sens » : je ne suis certainement pas le seul à être en désaccord total avec ces formulations qui tournent le dos à la laïcité républicaine et à notre histoire.

Je m'étais déjà exprimé sur ce sujet au Congrès de Dijon, contribuant, malgré des résistances, au vote de la loi sur les signes religieux à l'école. Ce combat n'est pas terminé. Il est culturel, au sens large, et nous avons besoin de repères dans la crise de valeurs que traverse la France. Nous voulons, nous, une laïcité claire, qui régisse à la fois les rapports entre les Eglises et l'Etat, les comportements scolaires, et plus largement qui serve de fil conducteur à la République. Serait bien utile une Charte rappelant les principes laïcs dans les services publics, à l'hôpital, dans l'entreprise. Car, dans un monde exposé aux confusions et aux intégrismes, la laïcité est un atout extraordinaire. Elle ne doit pas se limiter à l'affirmation de principes juridiques, démentis par des discriminations envers les populations, discriminations qui seraient officialisées par exemple par le recours à des quotas d'immigration, à mes yeux inacceptable. Le prolongement du combat pour la laïcité, c'est l'égalité en actes. Notre société, je le répète, a besoin de valeurs et notre combat sera largement un combat de valeurs. Les nôtres ne sont pas celles de M. Sarkozy, qui, sous couvert de sécurité, porte le désordre là où il passe, s'agite plus qu'il n'agit, confond autoritarisme et autorité. Notre boussole, ce n'est pas le modèle communautariste et américain, c'est le modèle laïque et républicain.



Justice sociale, redéveloppement économique, société du savoir, logement accessible, démocratie jusqu'au bout, laïcité, notre projet sera socialiste, un socialisme né des combats contre l'exploitation dans les usines, qui doit s'enrichir de l'apport d'autres sensibilités, en particulier écologiques. Oui, le mode actuel de développement « libéral-productiviste » est insoutenable dans la durée.

Son extension à tous les habitants du globe nécessiterait les ressources d'au moins trois planètes comme la nôtre. Gaz à effet de serre, destruction de la diversité biologique, l'environnement qui devrait être source de vie devient vecteur de maladie et de mort, par l'eau ou l'air pollué, par les accidents industriels, par l'alimentation déséquilibrée et insuffisante. Et bien sûr, ce sont les ouvriers, les employés, les chômeurs, les habitants des villes, des régions ou des pays pauvres qui sont les plus pénalisés par ces dérives, comme ils le sont par des prix du pétrole qui dépasseront sans doute 100 \$ le baril, conséquence du « laissez faire » en matière énergétique, de l'épuisement des ressources et de leur gaspillage.

Plutôt que d'utiliser de grands mots pour masquer l'inaction, il faut agir, et, reconnaissons-le, beaucoup plus fort que jusqu'ici. Utiliser les outils publics, le budget, la fiscalité, la réglementation, la régulation internationale. Montrer une nouvelle conscience citoyenne. Prendre en compte les besoins plus larges que la seule demande marchande. Privilégier la prévention. Penser d'abord aux enjeux de l'avenir et pas seulement au court terme. C'est cela ce que j'appelle la social-écologie, c'est-à-dire la prise en compte simultanée des exigences sociales, économiques et environnementales pour bâtir un développement vraiment durable ; c'est le défi de notre siècle, défi que le libéralisme sera incapable de maîtriser et que la gauche et les verts doivent relever.

- Dans cet esprit, la lutte contre le changement climatique doit devenir une vraie priorité. Création d'une organisation mondiale de l'environnement et démocratisation de l'OMC pour faire de la réduction des gaz à effet de serre une exigence de la régulation économique mondiale. Politique européenne des transports, avec harmonisation fiscale et sociale du transport routier, vers le haut. Programme national massif d'économies d'énergie dans les logements et en faveur des énergies renouvelables, au lieu de privilégier le tout nucléaire. A propos du nucléaire, compte tenu de l'importance de ce secteur, de ses exigences stratégiques et de sécurité, je suis d'avis, et je le dis nettement, de ne pas privatiser le capital public d'EDF.

- Cette social-écologie supposera un véritable service public de l'environnement, garantissant à tous une protection contre les nuisances, et l'accès à des biens publics. Des écarts choquants existent sur les prix de l'eau : sous des formes diverses, l'intervention publique devra protéger, réguler, améliorer, égaliser l'accès à ce bien précieux. Ce service public de l'environnement supposera des décisions courageuses en matière de péréquation tarifaire et de régulation, le renforcement des moyens d'alerte, de prévention et de sanction, la garantie des choix démocratiques sur la base d'un débat transparent.



Chers camarades,

Pendant plusieurs mois, les Français ont été mobilisés par le référendum constitutionnel européen. Ils ont tranché et ils l'ont fait massivement. Leur décision s'impose à tous.

Pour les temps qui viennent, dépassant nos débats précédents - et il y a ici des amis qui ont voté oui et d'autres qui ont voté non -, nous devons aborder les échéances européennes avec des idées claires et offensives. J'en retiendrai au moins quatre.

- Concernant les perspectives financières de l'Europe 2007-2013, il est profondément regrettable que les chefs d'Etat et de gouvernement aient été incapables de s'accorder. Imputer cet échec, comme nous l'avons entendu, aux « non » français et hollandais, est absurde. Autour de la table à Bruxelles, sur 25 décideurs, il y avait 25 partisans du oui et rien, sinon eux-mêmes, ne les empêchait de conclure ! Cet échec est, au contraire, significatif d'une conception frileuse de l'Europe symbolisée par le Premier Ministre britannique et qui n'est pas sans lien avec la crise de la social-démocratie européenne face à la mondialisation libérale. Cette approche, nous n'en voulons pas. Nous devons soutenir, contrairement à J. Chirac, une revalorisation globale du budget européen (consacrée largement à la solidarité avec les nouveaux membres), tout en défendant les paysans et le monde rural, ce qui n'interdit nullement des évolutions internes à la PAC. Parallèlement, nous demanderons le retrait des directives contestables (Bolkenstein, transports, etc...), contraires à notre vision d'une Europe sociale.

- Pour le traité constitutionnel, nous devons reprendre les discussions et les centrer autour des institutions, des valeurs et de la Charte des Droits. Ce réexamen doit pouvoir fournir les bases d'un consensus. Nous nous associerons à toute initiative utile en ce sens.

- Le contenu même des politiques, c'est-à-dire pour l'essentiel l'ancienne partie III, ne pourra pas conduire à un accord dans la Constitution. Reprenons nos exigences et défendons-les. Dans le passé, nous avons su, en interne, fixer à l'unanimité plusieurs exigences des socialistes français face aux choix de l'Union Européenne. Ces exigences restent valables, notamment en ce qui concerne la stratégie face à la mondialisation libérale, la Banque Centrale Européenne, la gouvernance économique de la zone euro, la garantie des services publics et le contenu de l'Europe sociale.

- Enfin, des initiatives précises devront être proposées aux autres pays eurovolontaires, particulièrement l'Allemagne, la Belgique et l'Espagne, pour former un premier cercle agissant dans des domaines spécifiques (défense, recherche, technologies,...). Ce cercle restera ouvert aux autres pays.

L'ensemble de ces propositions concrètes doit permettre d'avancer. A condition, bien sûr, que certains dirigeants ne cherchent pas à justifier à posteriori leur propre « oui » par un blocage envers toute solution alternative. Ce serait un déni de démocratie ! Le rejet de la Constitution n'a pas été un rejet de l'Europe. Il a exprimé avec force la demande d'une autre Europe. C'est elle que nous devons construire tous ensemble, en retrouvant le cheminement essentiel, celui d'une Europe puissante et sociale.



Chers amis et camarades,

Une République nouvelle, un Etat à l'autorité tranquille, une Europe politique et solidaire, un PS porteur d'un projet volontaire et crédible pour progresser et pour protéger, une gauche rassemblée, voilà quelques unes des lignes d'action sur lesquelles nous devons travailler et débattre. J'ai dessiné ce soir quelques aspects de ce projet qu'il nous revient à tous de modifier, de corriger, de vivifier, d'enrichir. Le Parti Socialiste réunira prochainement son Congrès : plutôt que de se contempler le nombril, j'espère qu'il abordera ces sujets et qu'il sera en phase avec les préoccupations concrètes de nos concitoyens, pour justifier le soutien de ceux qui croient en nous et redonner confiance à ceux, nombreux, qui ne croient plus en rien

. Je crois que le changement politique est à notre portée à une double condition : proposer et rassembler, ce qui devra se traduire le moment venu par un pacte de législation et de changement, à conclure avec nos partenaires. Ce pacte tirera les leçons de l'expérience. Il définira les droits et les devoirs de chacun. Il nous engagera devant le pays. J'ai confiance, car je sens et je sais que les Français veulent le changement.

Non loin d'ici, sur le mur de ma mairie de Grand Quevilly, nous avons fait inscrire en grandes lettres les mots fameux de Jaurès : « le courage, c'est d'aller à l'idéal et de comprendre le réel... Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire ». A cent ans de distance, les paroles de ce grand socialiste et de ce grand Français résonnent toujours. J'y ajouterai la suite, moins connue mais tout aussi vraie : « le courage », écrit Jaurès, « c'est de se donner aux grandes causes, sans savoir quelle récompense réserve à notre effort l'univers profond, ni s'il lui réserve une récompense ». Du courage, chers camarades vous en avez assurément. Quant à la récompense, elle viendra sans doute,

mais la plus belle c'est de savoir que votre action est utile à la justice sociale, à la gauche, à la République et à la France.